25 novembre 2007, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Mesdames et Messieurs, merci beaucoup de vous être joints à nous, d'autant plus que cette semaine on va à nouveau parler d'économie, mais en particulier nous allons parler du secteur manufacturier québécois. Vendredi dernier, j'étais accompagné du ministre du Développement économique, Raymond Bachand, de la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, et de la ministre du Développement durable, Line Beauchamp, pour faire une importante annonce de mesures qui viennent en soutien au secteur manufacturier québécois. Pourquoi? Parce que le secteur manufacturier québécois vit actuellement des changements qui sont très, très intenses, et certains de ces changements nous arrivent depuis le début de l'année 2007.

Commençons par le premier, l'augmentation de la valeur du dollar canadien sur la monnaie américaine. Il n'y a pas très longtemps, en 2002, le dollar canadien valait 62 sous par rapport au dollar américain. Actuellement, le dollar canadien est à peu près à parité, probablement au-dessus, et, le 7 novembre dernier, le dollar canadien est monté jusqu'à 1,10 \$ par rapport à la monnaie américaine. Placez-vous pour un instant dans les souliers d'un fabricant de fenêtres au Québec qui vendait ses fenêtres en 2002 à 62 sous par rapport à la monnaie américaine, qui avait là une marge de presque 40 % sur sa vente et qui, du jour au lendemain, voit ça disparaître, disparaître parce que, maintenant, le dollar canadien est à peu près à parité. Je dis du jour au lendemain, il faut s'entendre. Cinq ans, c'est quand même une assez bonne période de temps, mais pour un manufacturier qui, lui, doit planifier sa production, qui doit changer sa façon de faire, qui doit chercher des économies, c'est quand même rapide. Et encore plus rapide, imaginez-vous, alors qu'au début de l'année 2007 le dollar canadien était bien en-deçà de la monnaie américaine et qu'il a augmenté de plus de 20 % dans une très courte période de temps. C'est donc dire que notre secteur manufacturier vit actuellement des pressions énormes. Ajoutez à cela l'augmentation du baril de pétrole, qui a à peu près quadruplé depuis 2002, puis ajoutez à ça une compétition toujours plus féroce, toujours plus intense, qui nous vient de la Chine et de l'Inde dans nos marchés d'exportation. C'est important pour nous, le secteur manufacturier, parce qu'en plus l'économie du Québec est tournée vers les exportations. Il y a au Québec 7,6 millions d'habitants, il y en a 33 millions au Canada, on représente un petit marché, à comparer de nos voisins. Il y a 330 millions d'habitants aux États-Unis, il y en a 100 millions au Mexique. C'est donc dire que, nous, pour pouvoir espérer prospérer, pour gagner notre pain et notre beurre, travailler, il faut pouvoir vendre ce que nous produisons sur les marchés étrangers. C'est une condition de prospérité, puis de croissance économique au Québec.

Alors, vous voyez là, vous avez là tous les ingrédients d'un problème qui va devenir très important, à moins de donner un coup de main à notre secteur manufacturier. Depuis plusieurs années déjà, nous avons, nous, choisi de prioriser le secteur manufacturier. Pourquoi? Bien, ça représente 19 % de notre économie, c'est 56 000 emplois au Québec, beaucoup d'emplois dans les régions du Québec. Je vous parlais de production de fenêtres tantôt, mais c'est aussi la production d'avions. On est un des plus grands producteurs dans

le monde, au Québec. On fait également de la production pharmaceutique, ça touche à peu près à tous les domaines d'activité. Alors, depuis les dernières années, on a appuyé le secteur manufacturier, on a enlevé une taxe qui était sur l'investissement, qu'on appelait taxe sur le capital, sur les PME du Québec, on a fait ça en 2005.

Il y a moins d'un an, on a annoncé une politique d'appui à l'innovation pour augmenter la productivité, pour qu'on puisse produire nos biens et services à un moindre coût, pour qu'on puisse commercialiser ce qu'on crée, ce qu'on invente. Tout ça va dans le sens de venir en aide aux manufacturiers québécois. Et dans le dernier budget que nous avons livré, que Monique Jérôme-Forget a livré, il y a environ six mois, on a également fait un budget manufacturier, on a fait un crédit d'impôt à l'investissement, ce qu'on appelle de l'amortissement accéléré, c'est-à-dire que, si vous achetez quelque chose et que vous en déduisez d'année en année le coût de l'achat, on a accéléré les déductions auxquelles vous aviez droit pour pouvoir vous donner davantage d'argent pour investir dans votre entreprise. Alors, des mesures ont été mises de l'avant, mais les changements de l'année dernière nous amènent à revoir à nouveau et surtout à répondre au grand défi, c'est-à-dire que c'est à nous, à l'État à être aussi rapide que les changements, que l'économie mondialisée nous présente.

Vendredi dernier, on a donc présenté une série de mesures pour venir en aide à ceux qui sont dans le secteur, en particulier aux travailleurs. On a, premièrement, mis sur pied un crédit d'impôt remboursable pour la formation de la main d'œuvre dans les entreprises manufacturières, pour venir en aide aux travailleurs, pour s'assurer qu'on est vraiment à la fine pointe de ce qu'il nous faut comme talents pour être les meilleurs au monde. On va également augmenter de 10 à 15 % le taux de crédit de taxes sur le capital, ce qui veut dire que l'entreprise manufacturière qui investit et qui prend avantage du dollar canadien plus élevé... parce qu'il y a un avantage. Si notre dollar canadien vaut plus, ça veut dire que ça coûte moins cher acheter de l'équipement aux États-Unis pour introduire des nouvelles technologies dans les entreprises. Alors là, on met sur pied une mesure qui va permettre et qui va encourager ce type d'investissement-là pour être plus productif, plus compétitif, vendre davantage, créer davantage d'emplois. On va également créer des centres collégiaux de transfert de technologies, c'est des centres où on développe des technologies qui viennent en appui justement au secteur manufacturier.

L'ensemble de ces mesures et d'autres mesures, par exemple comme ce que nous avons fait en créant un nouveau fonds de capital de risque en technologies propres, qui nous permet de créer des technologies qui sont bonnes pour l'environnement, bien, ça va nous permettre d'appuyer, de soutenir le secteur manufacturier, de passer à travers cette période de changements très, très intenses.

Je reviens, Mesdames et Messieurs, sur un des propos que je vous ai fait au début de mon intervention. Le problème, surtout l'essence même du problème, c'est la rapidité à laquelle ces changements-là arrivent et la rapidité avec laquelle le dollar canadien a pris de la valeur. Le problème, c'est un problème d'adaptation. En ce sens, nous devons réagir rapidement, mais on n'est pas les seuls non plus qui doivent réagir. Et l'annonce qu'on a faite vendredi dernier, bien, ç'a mobilisé tous ceux qui sont dans le secteur manufacturier au Québec, les

travailleurs, les syndicats, les propriétaires d'entreprises, les fédérations de chambres de commerce, également les centres de recherche. Mais le dernier joueur qui doit s'ajouter à cette équipe, c'est le gouvernement fédéral canadien. À nouveau, j'interpelle le gouvernement fédéral qui, lui, a déjà pris un engagement dans son discours du trône d'appuyer le secteur manufacturier, le secteur forestier et le secteur du tourisme qui souffrent de toute évidence de ce changement très rapide. Et à nouveau, je pense, je crois que le gouvernement fédéral doit respecter sa parole et le plus rapidement possible se joindre à tous les autres acteurs dans le secteur manufacturier québécois pour que nous puissions tirer profit de ces changements-là et ne pas les subir, mais au lieu de les subir de pouvoir innover, changer et continuer d'être une économie forte d'exportation.

Mesdames et Messieurs, merci beaucoup de vous être joints à nous cette semaine, et je vous donne rendez-vous dimanche prochain.